



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 29/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ETIENNE

12 rue du Bouchot
88120 Gerbamont

Références : S-24-481RP

Code AIOT : 0006207685

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2024 de la carrière ETIENNE implantée 12 rue du Bouchot 88120 Gerbamont. L'inspection a été annoncée le 15/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de plaintes de riverains relatives aux nuisances liées aux tirs de mines.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETIENNE
- 12 rue du Bouchot 88120 Gerbamont
- Code AIOT : 0006207685
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non
- Carrière

L'entreprise ETIENNE est une entreprise du BTP qui exploite une carrière sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2782/2013 du 20 décembre 2013.

Contexte de l'inspection :

- Plainte.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Tirs de mines – localisation point de mesure	Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 5.3	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Tirs de mines – mesures de vibrations	Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 5.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des résultats des mesures, les vibrations émises lors des tirs de mines sont inférieure à la valeur limite réglementaire de 10 mm/s.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Tirs de mines – mesures de vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 5.3					
Thème(s) : Risques chroniques, Tirs de mines					
Prescription contrôlée : Les tirs de mines, ..., ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions ou ouvrages environnants des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction ou de l'ouvrage.					
Constats : Deux tirs ont été effectués respectivement le mercredi 17 avril et le jeudi 18 avril. Les résultats des vibrations sont repris dans le tableau suivant :					
tirs du 17/04/2024		Maison A	Maison B	maison C	Mairie de Gerbamont
	Vitesse latérale (mm/s)	1,81	2,12	1,88	0,44
	Vitesse transversale (mm/s)	2,04	2,80	1,79	0,32
	Vitesse verticale (mm/s)	2,62	1,81	3,05	0,25

		Maison A	Maison B	maison C	Mairie de Gerbamont
tirs du 18/04/2024	Vitesse latérale (mm/s)	pas de mesure		2,85	pas de déclenchement
	Vitesse transversale (mm/s)			1,27	
	Vitesse verticale (mm/s)			1,25	
Un plan de localisation des points de mesure est joint en annexe 1.					
Les mesures de vibrations sont inférieures à la valeur limite de 10 mm/s.					
Type de suites proposées : Sans suite					

N° 2 : Tirs de mines – localisation point de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Tirs de mines
Prescription contrôlée : Le plan de tir est adapté à la présence d'habitations au Nord-Ouest et à l'Ouest du site. Chaque tir d'abattage donne lieu à une mesure des vitesses particulières : <ul style="list-style-type: none"> à l'habitation dite des « Rochattes » située à 140 mètres à l'Ouest du site (sur la parcelle n° 681) ; à l'habitation dite « A la Cour » située à 165 mètres au Nord-Ouest du site (parcelle n° 629).
Constats : Lors de chaque tir, l'exploitant effectue un contrôle des vibrations au droit de la maison C (de l'habitation dite « A la Cour ») et au droit de la mairie de GERBAMONT.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant d'effectuer une mesure pour chaque tir au droit des habitations dite des « Rochattes » et dite « A la Cour » conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2782/2013 du 20 décembre 2013. Si l'exploitant souhaite réaliser une mesure au droit de la mairie, le service de l'inspection n'y voit pas d'objection. Il suffira simplement d'ajouter un 3ème appareil de mesures. L'exploitant transmettra à l'inspection des résultats des mesures effectuées lors du prochain tir.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective